

Unité départementale de l'Ain
23, rue Bourgmayer
01 000 Bourg-en-Bresse

Bourg-en-Bresse, le 24/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



Dechetterie de Belley

Z.A. de l'Ousson
lieu-dit Le Commun
01300 BELLEY

Références : 20220602-UDA-S5127-SC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement Dechetterie CCBS Belley implanté Z.A. de l'Ousson lieu-dit Le Commun – 01300 BELLEY. L'inspection a été annoncée le 22/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site <https://www.georisques.gouv.fr>.

La visite est réalisée au titre du plan de contrôle pluriannuel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Dechetterie CCBS Belley
- Z.A. de l'Ousson lieu-dit Le Commun – 01300 BELLEY
- Code AIOT dans GUN : 0006107424
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La déchetterie est un équipement public exploité par la Communauté de Communes du Bugey Sud. L'exploitation technique est confiée par voie de marché. A ce jour, l'exploitation est confiée à la société TRIALP jusqu'en 2023. La société TRIALP exploite 37 déchetteries dont 2 quais de transfert sur les départements de l'Ain, de l'Isère et des 2 Savoies. 3 à 4 personnes travaillent sur la déchetterie et le quai de transfert présent sur le même site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de la visite d'inspection du 27/02/2019 ;
- Situation administrative ;
- Suivi des déchets sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Rejets eaux	Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, article 9.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, article 7.6.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Réception réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, articles 4.2.2, 4.3.2, 4.3.5 et 7.6.4	/	Lettre de suites
Rétentions	Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, article 7.5.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Situation administrative	AP Complémentaire du 10/02/2015, article 1.2.1	/	Lettre de suites

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de contrôle	Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, articles 4.2.3, 4.3.3 et 4.3.4	/	Sans objet
Suivi déchets	Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, articles 5.1.2 et 5.1.4	/	Sans objet
Stockage	Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, article 7.3.2	/	Sans objet
Prévention chutes et collision	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	/	Sans objet
Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas transmis les justificatifs documentaires demandés suite à la visite d'inspection du 27 février 2019 (suivi de la qualité des effluents liquides rejetés, débit poteaux incendie).

Des rétentions sont à mettre en place sous certaines typologie de déchets. Des écoulements sur le sol ont été constaté en visite d'inspection.

D'un point de vue administratif une modification des activités exploitées a été constatée, sans toutefois remettre en cause la procédure et le régime administratif du site. Il convient que l'exploitant en informe madame la préfète conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rejets eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi visite du 27/02/2019
Prescription contrôlée : L'exploitant déterminera les emplacements de prélèvement et les présentera à l'inspection pour validation. L'exploitant fera effectuer des analyses chaque année dans les conditions présentées dans le programme d'autosurveillance. La première analyse sera communiquée à l'inspection pour vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission fixées dans l'AP.
Constats : Une demande de devis a été effectuée auprès de la société Savoie Labo. L'exploitant n'a pas transmis de bon de commande et n'a pas encore mis en place le suivi de la qualité des effluents liquides rejetés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi visite du 27/02/2019
Prescription contrôlée : L'exploitant fera effectuer des mesures de débit des deux poteaux d'incendie (en fonctionnement simultané sous une pression d'un bar dynamique). Les résultats seront communiqués à l'inspection pour vérification de la conformité au débit minimum fixé dans l'AP.
Constats : L'exploitant n'a pas fait réaliser les mesures de débit sur les poteaux incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Réception réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, articles 4.2.2, 4.3.2, 4.3.5 et 7.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi visite du 27/02/2019
Prescription contrôlée : L'inspection demande à l'exploitant de fournir : les plans récolement des ouvrages réceptionnés, les tests d'étanchéité de la zone de rétention, les calculs de capacité de la zone de rétention et les notes de calcul ou tout élément explicitant le cheminement des eaux d'extinction de la zone du quai de chargement.
Constats : L'exploitant n'a pas transmis les éléments demandés à madame la préfète de l'Ain.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites

Nom du point de contrôle : Plan de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, articles 4.2.3, 4.3.3 et 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi visite du 27/02/2019
Prescription contrôlée : L'inspection demande à l'exploitant de définir un plan de contrôle permettant d'assurer l'ensemble de ses obligations réglementaires. De même il devra tenir à jour un registre permettant d'attester de la bonne exécution des dispositions du plan de contrôle.
Constats : La société TRIALP dispose d'un suivi des actions d'entretien à effectuer sur la déchetterie. La facture d'entretien du 29/06/2021 du séparateur par la société Savoie Vidange a été présenté en visite d'inspection. Un nouvel entretien est prévu en juin 2022. Le personnel présent sur la déchetterie effectue un test tous les trimestres de la vanne de sectionnement située en sortie de séparateur d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, article 5.1.2 et 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi visite du 27/02/2019
Prescription contrôlée : L'inspection demande à l'exploitant de créer et tenir à jour un registre conforme à la réglementation. Il devra également s'assurer du caractère complet et régulier des bordereaux de suivi des déchets.
Constats : Lors de la visite il a été constaté qu'il manquait le numéro du récépissé de transport de déchets, le code D/R et le traitement final sur le registre de suivi des déchets sortants. L'exploitant a mis à jour le fichier en séance. Ce point sera de nouveau contrôlé lors de la prochaine visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi visite du 27/02/2019
Prescription contrôlée : L'inspection demande à l'exploitant d'installer des rétentions pour les fûts destinés aux piles ainsi que sous tous les déchets dangereux avant et après tri. L'exploitant transmettra à l'inspection des justificatifs des travaux réalisés (photos, factures, etc.)
Constats : L'exploitant a présenté un bon de commande pour couvrir la zone de stockage des huiles, lampes.. Les rétentions ne sont pas présentes sous les huiles et des égouttures et écoulements ont été constatés sur le sol. Les dispositifs de rétention présents dans le local grillagé des déchets dangereux sont conformes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2008, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi visite du 27/02/2019
Prescription contrôlée : L'inspection demande à l'exploitant de faire enlever tout ou partie de déchets avant saturation du local. L'exploitant transmettra à l'inspection des justificatifs des travaux réalisés (photos, factures, etc.)
Constats : Les quantités présentes dans le local sont conformes aux seuils autorisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/02/2015, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, État des stocks
Prescription contrôlée : Quantités maximales autorisées : 2710-1-A =>10,12 t 2710-2-b => 436,18 m ³ 2716 =>360 m ³
Constats : L'exploitant a indiqué les quantités suivantes lors de la visite d'inspection (recoupement des données avec constat sur le terrain) : <ul style="list-style-type: none">• rubrique n° 2710.1.a (apport de déchets dangereux) : les batteries (15-20 unités) sont bien moins nombreuses que les quantités prévues par l'arrêté préfectoral, tout comme les déchets contenant du mercure. A contrario les huiles usagées représentent plus d'une tonne car la cuve fait 1,350 t.• Rubrique 2710.2 (apport de déchet non dangereux) : il a été constaté la mise en place de la filière éco-mobilier en substitution d'une partie des bennes encombrants. Les déchets de cartons sont stockés dans 2 bennes maximum, 3 prévues dans l'arrêté. La benne verre fait 4 m³ (3 prévu dans l'arrêté). Une benne de bois C de 10 m³ a été mise en place en plus de ce qui est prévu dans l'arrêté.• Rubrique 2716 (tri transit regroupement de déchets non dangereux) : le volume constaté correspond aux quantités autorisées (4 semie de 90 m³). L'inspection constate que bien que les déchets réceptionnés ne soit pas tout à fait ceux prévus en quantité dans l'arrêté préfectoral du site, les quantités présentes ne sont pas supérieures à celles autorisées. L'exploitant doit informer madame la préfète des modifications effectuées sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites

Nom du point de contrôle : Prévention chutes et collision

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention
Prescription contrôlée : Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets. I. – Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas. Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers. II. – Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.
Constats : L'installation est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi
Prescription contrôlée : Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant. Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé à l'utilisateur, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion. Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de deux jours. I. Réception et entreposage. Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés. Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public.
Constats : L'installation est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet